Année XXIV. № 637 — 29 Mars 1924

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Faisons vivre la Révolution !

Nous croyons que l'anarchisme est, par définition, révolutionnaire. Faisant appel, d'une part, à l'action directe de chaque individu ; d'autre part, aux coopérations volontaires pour les buts les plus divers entre individus, notre mouvement ne peut qu'avoir un caractère extra-légal, sinon illégal. Certes, nous sommes loin d'échapper entièrement aux impositions du milieu et du régime. Cela est d'ailleurs matériellement impossible, tant qu'un milieu et un régime donnés existent. Nous sommes révolutionnaires donc dans la mesure où nous cherchons à nous adapter le moins possible au monde bourgeois et à réagir le plus possible contre son exploitation et sa domination. Nous ne pouvons ni individuellement, ni même collectivement, décréter une révolution. Pour que celle-ci devienne un fait, la volonté de quelques hommes ne suffit pas. Il faut qu'ils soient servis par les circonstances et rencontrent des appuis nombreux et importants. Mais nous hâterons d'autant plus le *fait* Révolution que nous en saurons faire mieux vivre *l'idée*. Ce doit être là notre première tâche à réaliser.

❖

Une idée ne devient vivante qu'en la représentant par des faits. Parler d'un grand soir ou d'un lumineux matin, ne sont qu'expressions poétiques galvaudées. Evoquer, en se rapportant à l'histoire du passé, des soulèvements des masses, ne suffit pas non plus ; c'est l'action *nouvelle* individuelle et collective de ces insurgés qu'il s'agit de prévoir, conseiller, montrer en fonction. Dire au travailleur : « Sois révolutionnaire ! » dans le sens d'avoir à se préparer à une résistance et même à une rebellion armée ne nous paraît pas suffisant non plus, quoique absolument indispensable. C'est bien de savoir ce dont nous ne voulons plus à aucun prix, car l'affirmation d'un nouveau monde ne peut naître que de la négation de l'ancien. Mais ce serait une très dangereuse erreur, sous prétexte de ne vouloir contraindre, ni limiter l'action révolutionnaire, que de se refuser à préciser tout au moins les réalisations immédiates que nous proposons à la masse, aussitôt délivrée de l'ancienne pression tyrannique. Tout cela sans prétendre le moins du monde de les faire compter simplement en ce que nous aurons à l'avance imaginé.

L'essentiel c'est de sortir absolument du vague, ou nous n'aboutirons qu'à de simples explosions de colères, dont la durée sera forcément limitée, si à part le chambardement matériel, faute d'en savoir créer un nouveau, nous sommes ramenés au vieux régime par les nécessités vitales mêmes qui ne sauraient souffrir de longues suspensions et même de longues diminutions sans provoquer une réaction contre-révolutionnaire. Tout en laissant aux événements mêmes de nous suggérer telle ou telle mesure, telle ou telle solution, comment ne pas comprendre que notre enthousiasme ne saurait être un entraînement mystique faisant appel à une sorte de providence, de divinité, de secours mystérieux ?

Nous allons nous battre vaillamment, c'est fort bien ; mais il s'agit en même temps d'œuvrer aussi pratiquement. Une besogne est poursuivie avec d'autant plus d'ardeur que nous la concevons dans ses phases successives, son ensemble et son but.

❖

Nous avons déjà trois conceptions de la marche révolutionnaire ou soi-disant telle.

La plus ancienne est celle démocratique. Conquête du pouvoir d'abord, légalement et progressivement. Réalisation toujours plus complète de la démocratie politique, autrement dit du système représentatif avec interventions toujours plus nombreuses et fréquentes du suffrage universel.

C'est celle que soutient dans le *Travail* Charles Naine en y mêlant du scepticisme et de l'ironie parfois déconcertants.

Disons de suite que cette méthode ne prévoit pas le petit incident... de la guerre. Tout en affirmant avec nous que le régime économique bourgeois, avec ses concurrences, ses accaparements, ses monopoles, son esprit d'absorbtion et de conquête, engendre forcément la guerre, les social-démocrates se sont toujours refusés à déclarer qu'il fallait s'insurger au cas d'une conflagration même si celle-ci était voulue illégalement par une minorité, ce qui est d'ailleurs souvent le cas. Même en admettant que la plus savante besogne de réformes légales puisse acquérir une réelle puissance de transformation, contrairement à ce que nous enseigne toute l'histoire du passé, elle sera toujours à la merci d'une déclaration de guerre. Ajoutons encore qu'un ancien pouvoir qui se sent menacé n'hésitera pas à jouer son dernier atout en se lançant précisément dans une aventure belliqueuse.

Jusqu'à présent la démocratie n'a jamais sauvé le peuple ; elle l'a toujours perdu par ses illusions mêmes.

*

Passons maintenant à la conception révolutionnaire du syndicalisme, qui a séduit dans le passé et séduit toujours par une certaine simplicité pratique apparente nombre de travailleurs. La voici :

A l'organisation bourgeoise et étatiste, la masse des travailleurs syndiqués oppose ses associations de plus en plus nombreuses, puissantes et actives. Elles doivent tendre à enlever au patronat et au gouvernement leurs fonctions sociales utiles pour les confier aux syndicats. D'une part, la direction et la gestion bourgeoises viennent ainsi à être amoindries, d'autre part, le monde ouvrier acquiert à son tour une capacité et une importance toujours plus grandes. Un mouvement de masses venant à se produire, les syndicats se trouveraient ainsi préparés à reprendre la production, à constituer les cellules vivantes, pour ainsi dire, du nouvel organisme économique.

A tout cela, la douloureuse expérience oppose que le syndicalisme ne s'est développé que dans le sens de s'adapter et non de se substituer au régime capitaliste. D'une part, nous le voyons préoccupé surtout de ses caisses de mutualité ; d'autre part, il se donne une classe dirigeante de fonctionnaires, soustraits à la vie de l'atelier et parfois n'ayant jamais été ouvriers de la corporation qu'ils dirigent. Dans les rares assemblées syndicales, peu fréquentées à l'ordinaire, nous voyons discuter les questions de salaire et d'horaire, mais les grands problèmes de la production n'y sont même jamais posés.

Pour nous, l'organisation ouvrière de beaucoup la plus importante est celle faite par le patronat lui-même en vue de son exploitation et son action décisive aura à s'exercer sur les lieux mêmes de travail entre tous ceux qui y participent. L'intervention d'autorités syndicales presque aussi incompétentes que celles politiques ferait que le travail ne s'organisant plus lui-même aurait à nouveau une direction étrangère et parasitaire.

Nous envisageons le syndicat comme un excellent moyen de lutte, mais n'adhérons nullement à l'idée d'un gouvernement syndical.

Là où les syndicats sont le plus développés, ce gouvernement existe déjà à l'heure actuelle et nous n'avons pas moins à nous en plaindre que du gouvernement politique.

La conception révolutionnaire syndicaliste peut paraître excellente à première vue. Elle n'est pas à écarter entièrement, mais en ce cas il faudra réovlutionner le syndicat lui-même. Tel qu'il existe et fonctionne sous nos yeux, nous en éprouvons une cordiale méfiance.

*

Reste enfin la conception révolutionnaire bolcheviste ou soi-disant communiste. C'est la plus ancienne en date, mais elle avait été délaissée entièrement pendant quarante ans. Rien de plus simple à la vérité et aussi de plus absurde. L'ancienne dictature bourgeoise est renversée et une dictature « prolétarienne » la remplace, appelée à jouer le rôle de la divine providence moyennant une armée, une police et une bureaucratie peintes en rouge.

Le déiste nous questionne instamment :

— Comment expliquez-vous ceci et cela, et autre chose encore ?

Comme tout le monde, nous ne saurions tout expliquer. En guise d'explication, vous prononcez le mot Dieu, mais de tous les mots c'est le moins explicable de tous.

Le bolcheviste à son tour nous attaque véhémentement :

— Comment organiser, défendre et développer un pays en révolution sans la dictature ?

— Puisque la révolution est la négation, dites-vous, d'une ancienne dictature, si elle devient essentiellement à son tour dictature, c'est que vous voyez bien la possibilité d'un changement d'hommes au pouvoir, et non du régime dans sa base même. La nécessité du sauveur ou des sauveurs a toujours été le prétexte de chaque tyrannie et exploitation. Raison de salut religieux égale à raison d'Etat politique à son tour, égale à raison de monopole économique. Les trois servitudes se tiennent et découlent l'une de l'autre.

En réalité, la preuve est faite aujourd'hui et nous n'avons certes pas l'envie de la refaire. En Russie les seules réalisations révolutionnaires véritables ont été celles accomplies en un premier temps par l'action directe des masses. La fameuse dictature a voulu essayer pour son compte d'introduire le capitalisme d'Etat, et elle a échoué lamentablement. Aujourd'hui, pour s'excuser, elle prétend que ce n'était là qu'un «communisme provisoire de guerre», mais que jamais elle n'a dit par la bouche de l'un de ses représentants autorisés, songer au communisme proprement dit dans une Europe capitaliste.

A la bonne heure, donc ! Même avec le pouvoir, tout le pouvoir, il ne reste à la « dictature du prolétariat » que de revenir au régime du capitalisme privé mitigé ou aggravé — comme on voudra — par un capitalisme d'Etat, tel qu'il a été déjà introduit par toutes les monarchies et républiques bourgeoises. Ce n'était donc pas la peine assurément de changer de gouvernement ! Heureusement, il y a eu une immense expropriation directe sur laquelle il sera impossible de revenir, nous aimons à le croire du moins.

Ces trois conceptions — social-démocrate, syndicaliste et bolcheviste — réfutées, nous avons à essayer de formuler notre pensée révolutionnaire. Tâche dont nous ne nous dissimulons nullement la difficulté et qui d'ailleurs ne saurait se dessiner qu'avec de nombreuses collaborations et contributions. Nous nous y essayerons dans la mesure de nos faibles forces. L. B.

En passant

Inquiétude.

Jusqu'à ces derniers jours, les socialistes genevois étaient convaincus qu'en novembre prochain, et avec l'appui des radicaux, ils monteraient au pouvoir exécutif en y casant au moins deux des leurs. Les dernières élections administratives leur en était un sûr garant. L'expérience qui avait donné de si bons résultats pour les placés, ne demandait qu'à être renouvelée au profit d'autres impatients. Le journal du parti s'attacha pendant toute une période à vanter les capacités des chefs et leur volonté de sauver l'Etat bourgeois du marasme financier. Un candidat présumé éprouva même le besoin de déclarer publiquement qu'il ne serait pas en liste. De temps à autre, on tâtait le pouls radical. Généralement on se sentait rassuré. Si un doute survenait, on se livrait au chantage en laissant entendre aux radis que s'ils n'étaient pas bien sages, s'ils se permettaient d'égratigner une étoile socialiste, ils ne pourraient compter sur le « parti de la classe ouvrière » pour les élections au Conseil d'Etat. Et si l'on dormait bien, on rêvait encore mieux.

Mais les rêves, si beaux soient-ils, ont parfois de pénibles réveils. Aujourd'hui, le journal socialiste est plein d'amertume. D'articles où l'on cherche à faire le désintéressé, on sent percer tout le dépit causé par la récente attitude radicale, attitude qui, si elle persistait, freinerait singulièrement l'impatience des gens qui se voyaient déjà à l'Hôtel-de-Ville. La rage y voisine avec la déception que l'on voudrait masquer sous des phrases de matamores.

C'est à propos des élections judiciaires que les radicaux viennent de jeter l'émoi chez les dirigeants socialistes. A Genève, fleuron de la démocratie, les électeurs élisent directement leurs juges. Les socialistes revendiquaient neuf sièges. Or, à une réunion des mandataires des partis politiques, les radicaux leur faussèrent allègrement compagnie en se joignant aux représentants de droite.

Première déception, les socialistes devraient se mettre la ceinture en fait de représentation dans les tribunaux — ce dont se réjouiraient tous ceux qui ne prennent pas l'intérêt de quelques-uns pour des lanternes. Mais, deuxième déception, beaucoup plus grave celle-là, on n'est plus si sûr de l'appui radical pour les élections de novembre. Et il n'y a rien de plus désopilant que de lire le *Travail* ces jours. C'est un peu le « Adieu, veaux, vaches... » — qui ne réussit qu'à prouver une chose : à savoir que le socialisme électoral se fiche de la lutte de classe ; ce qu'il veut ce sont des places, des sinécures, des prébendes pour ses chefs et ses grands électeurs. A ce prix seulement, il peut contenir les impatients qui pullulent chez lui. Et ces impatients ont leurs amis à eux qui, additionnés les uns aux autres, forment un coquet contingent de votards. Or, pour satisfaire tout cela, l'appui des radicaux est indispensable. On comprend dès lors que l'organe socialiste se livre à des articles burlesques à l'endroit du parti à Moriaud, et dans lesquels il oppose les troupes de ce parti aux chefs et les troupes « de gauche » du même clan aux troupes « de droite ». A la vérité, c'est du vieux-neuf : il y a vingt ans, feu Jean Sigg nous servait déjà le même plat.

Les dirigeants socialistes — comme tous les politiciens — ont deux faces. D'une part, et selon les circonstances, ils s'affirment pour la lutte de classe. D'autre part, et selon leurs intérêts, ils recherchent l'alliance avec un parti qui, tout « de gauche » qu'il se prétend, n'en est pas moins un parti bourgeois, dont les adhérents jouissent des privilèges de la société actuelle et ont des intérêts opposés à ceux que le parti socialiste déclare représenter. Et il serait puéril de demander à ces dirigeants s'ils ont perdu le souvenir, car la plupart ne s'étiquetaient point encore socialistes au temps où la classe ouvrière genevoise fit la triste expérience qu'ils veulent à tout prix renouveler aujourd'hui.

Un départ.

Le procureur-général Navazza s'en va. Il se retire après vingt-sept ans d'activité. Se fait-on une idée de ce que ces vingt-sept ans représentent ?

Pour passer son existence à requérir contre ses semblables, à envoyer au pénitencier des victimes de la société, il faut vraiment avoir une conscience spéciale si hautement juridique soit-elle. Et nous ne devons pas oublier que M. Navazza, dans ses réquisitoires, a toujours fait preuve d'une férocité sans exemple, ne laissant aucune place à la pitié, même où celle-ci s'imposait pour toute conscience simplement humaine. Et n'est-ce pas lui qui se glorifiait un jour d'avoir obtenu, au cours de sa carrière, cinq condamnations à perpétuité ? M. Navazza emporte dans sa retraite les regrets de ses pareils, c'est naturel. Et bien des travailleurs se sont indignés à la lecture des articles du *Travail* couvrant de fleurs le procureur démissionnaire. Evidemment, on peut se révolter en constatant qu'un journal socialiste (?) flagorne un homme qui a constamment réservé sa haine pour les déshérités qui passèrent à sa barre. Mais il convient de ne point oublier que seuls des mots séparent l'adulé des adulateurs. Car les gens du *Travail*, eux aussi, sont pour les lois, la police, les condamnations, les prisons. C'est pour cela qu'ils veulent des places de juges — qu'ils s'attacheraient à remplir à la satisfaction des maîtres du jour.

Les plumes du paon.

L'affaire du professeur Kummer, chirurgien en chef de l'Hôpital cantonal de Genève, vient d'avoir son épilogue. Le professeur a été lavé de toutes les accusations dont il fut l'objet de la part de certains de ses assistants mués en faussaires. Et naturellement, tout le monde prétend avoir, dès le premier jour, été convaincu de l'innocence du chirurgien. Le *Travail* y a même été d'un article de tête dans lequel il adresse ses félicitations au professeur et affirme qu'il a toujours pris la défense de l'accusé. A l'organe socialiste, on aime à se parer des plumes du paon. Il devrait se remémorer la séance du Grand Conseil où un chef socialiste déclara avec force : « Si le professeur Kummer rentre à la Clinique chirurgicale, nous irons l'en sortir. » Par leur attitude, les rédacteurs actuels du *Travail* approuvèrent. Ils devraient donc, semble-t-il, être aujourd'hui un peu plus modestes et savoir qu'il y a des circonstances où l'on doit se souvenir — et ne pas insister.

Qu'il les garde !

Le journal communiste publie un article prenant violemment à partie le Conseil administratif de la Ville de Genève et les « soi-disant représentants de la classe ouvrière », autrement dit les deux conseillers social-démocrates. Et cela parce que le Conseil aurait décidé de faire payer une location aux détenteurs des jardins ouvriers jusqu'à présent concédés gratuitement. La protestation se soutient, bien que le fait était dans la logique des choses... politiques et administratives. Les friches d'alors ont été transformées en terrains à peu près cultivables par les pauvres bougres qui y ont peiné et sué. Aujourd'hui que cela donne un petit rapport, vite on est frappé par la dîme fiscale. Mais l'auteur de l'article exagère quand il parle en termes blessants des « soi-disant défenseurs de la classe ouvrière ». En effet, lors des élections aux Conseils administratifs, son parti n'a-t-il pas recommandé à ses adhérents de voter pour les candidats socialistes, à l'exclusion des bourgeois ? Alors de quoi se plaint-il ? Ses « soi-disant défenseurs », il les a. Qu'il les garde donc, car nul doute qu'aux prochaines élections il les recommandera une fois de plus aux électeurs.

Des expulsions

Deux communistes du canton de Vaud viennent d'être expulsés par ordre du Parquet fédéral. Les raisons ? Toujours les mêmes, celles qui furent employées contre tous nos camarades anarchistes, victimes des basses œuvres de la police politique. Des dossiers fabriqués, dont les victimes ne peuvent connaître ni le contenu, ni les auteurs souvent sans mandat ni responsabilité. Car notre police officielle n'a pas toujours une confiance illimitée dans ses agents qui, fiers de leur métier, ne demanderaient qu'à porter une casquette les désignant ostensiblement à l'attention publique. Alors pour éliminer le défaut, elle emploie des indicateurs qu'elle charge de s'introduire dans tous les groupes avancés, de surprendre des conversations. Ces crapuleux individus ne se font pas faute de dresser des faux rapports, de tronquer et de falsifier. Et un beau jour leurs victimes sont convoquées en haut lieu, pour s'entendre reprocher des actes et des paroles qu'elles n'ont ni accomplis ni prononcées. Mais leur compte est bon : sans jugement, sans confrontation avec leurs anonymes accusateurs, elles sont expulsées. Ces pratiques déshonorent un régime. Nous le savons. Seulement, pour atténuer et peut-être faire disparaître le scandale, il suffirait sans doute qu'un de ces mouchards officieux reçoive une correction qui enlève, à lui et à ses acolytes, le goût de recommencer.

Un honnête policier.

C'est le chef de la police municipale du Petit-Saconnex, qui puisait dans la caisse d'un cafetier de la commune. Evidemment, cela paraît extraordinaire de la part d'un personnage officiellement chargé d'appliquer les lois en matière de propriété individuelle. Mais — et insistons là-dessus — ce policier a été assermenté, il a juré de ne dire que la vérité. Or qui est voleur est menteur. C'est hors de doute. On est donc en droit de se demander combien de pauvres diables ont été coffrés et condamnés sur les affirmations de cet être qui était tout, sauf un honnête homme.

Une leçon.

Notre bonne presse genevoise et calviniste n'a pas désarmé. Avec une ardeur toute juvénile, elle entretient la haine pour tout ce qui est allemand, tronquant ou exagérant les faits. Ainsi la population germanique est en lutte avec la faim. Les enfants, ces innocents, en sont les principales victimes. Dans divers pays, se sont créés des comités destinés à venir en aide à ces malheureux. Et tous nos décorés de la Légion d'honneur de railler, de désigner ces comités à la risée publique. Ils ont des émules en France, naturellement. Ainsi l'administration municipale de Romans (Drôme) a décidé d'apporter son concours à l'aide entreprise en faveur des enfants allemands. Aussitôt la Ligue des anciens combattants de protester en termes dignes de braves soldats. Mais de bonne encre l'administration municipale répond en remettant à leur place les soudards et en leur donnant une leçon d'élémentaire civilisation. Cette réponse — que nous voudrions pouvoir reproduire tout au long — insiste sur le fait que l'on ne peut rendre les enfants responsables des crimes des dirigeants et que tout individu tant soit peu humain se doit de les secourir, sans se préoccuper de la question de nationalité ou de race. Espérons que nos quotidiens français de Genève profiteront de la leçon de l'administration municipale de Romans. Mais n'y comptons pas trop, car quand on a un ruban à la place du cœur... *Video.*

Démocratie et Anarchie

Les gouvernements de dictature qui sévissent en Italie, en Espagne, en Russie et qu'envient les fractions les plus réactionnaires et les plus froussardes des autres pays, sont en train de faire une espèce de nouvelle virginité à la « démocratie » bien dépossédée de son autorité. Aussi voyons-nous de vieux bonzes, rompus à toutes les manœuvres maléfiques de la politique, responsables de répressions contre le peuple travailleur et de massacres, se mettre en avant, quand encore ils ont ce courage, comme hommes de progrès et chercher à accaparer le prochain avenir au nom de l'idée libérale. Et, étant donné la situation, ils pourraient bien y réussir.

Les partisans de la dictature ont beau jeu quand ils critiquent la démocratie et mettent en relief tous ses vices et tous ses mensonges. Et je me souviens de cet Hermann Sandomirsky, l'anarchiste bolchévisant, avec qui nous avons eu des rapports aigres-doux au moment de la Conférence de Gênes et qui maintenant compare Lénine à Bakounine ni plus ni moins. Je me souviens dis-je, que Sandomirsky pour défendre le régime russe démontrait en faisant appel à tout son Kropotkine, que la démocratie n'est pas la meilleure des constitutions sociales imaginables. Comme il s'agissait d'un Russe, son raisonnement me rappela, et je crois le lui avoir dit, le raisonnement de quelques-uns de ses compatriotes qui, pour répondre à l'indignation du monde civilisé contre le tzar faisant dévêtir, fouetter et pendre des femmes, soutenaient l'égalité des droits et donc des responsabilités entre hommes et femmes. Ces pourvoyeurs de prisons et de gibets ne se souvenaient des droits de la femme que lorsqu'ils pouvaient servir de prétexte à de nouvelles infamies. C'est ainsi que les partisans de la dictature ne se montrent adversaires des gouvernements démocratiques qu'après avoir découvert qu'une autre forme de gouvernement laisse plus encore libre champ à l'arbitraire et à la tyrannie des hommes qui réussissent à s'emparer du pouvoir.

Il n'est pas douteux, à mon avis, que la pire des démocraties est encore préférable, ne serait-ce qu'au point de vue éducatif, à la meilleure des dictatures.

Certes, la démocratie, le prétendu gouvernement du peuple, est un mensonge, mais le mensonge lie toujours un peu le menteur et en limite l'arbitraire ; certes, le « *peuple souverain* » est un souverain de comédie, un esclave avec une couronne et un sceptre de carton, mais se croire libre, même sans l'être, vaut toujours mieux que de se savoir esclave et accepter l'esclavage comme une chose juste et inévitable.

La démocratie est mensonge, elle est oppression, elle est en réalité oligarchie, c'est-à-dire gouvernement d'un petit nombre au profit d'une classe privilégiée ; mais nous pouvons, nous, la combattre au nom de la liberté et de l'égalité, ce que ne sauraient faire ceux qui lui ont substitué ou veulent lui substituer quelque chose de pis.

Nous ne sommes pas pour la démocratie, entre autres raisons parce que tôt ou tard elle conduit à la guerre et à la dictature, comme nous ne sommes pas pour la dictature, entre autres parce qu'elle fait désirer la démocratie, en provoque le retour et tend ainsi à perpétuer cette oscillation des sociétés humaines entre la franche et brutale tyrannie et une liberté fausse et mensongère.

Donc, guerre à la dictature et guerre à la démocratie.

Mais pour y substituer quoi ?

*

Les démocrates ne sont pas tous comme ceux auxquels nous avons fait allusion jusqu'ici, des hypocrites plus ou moins conscients, qui, au nom du peuple, veulent dominer le peuple et l'exploiter et l'opprimer.

Nombreux sont, spécialement parmi les jeunes républicains, ceux qui prennent la démocratie au sérieux et tournent leurs aspirations vers elle comme vers le moyen d'assurer à tous la liberté d'un développement intégral.

Ce sont ces jeunes que nous voudrions détromper et détourner de confondre une abstraction : « le peuple » avec les réalités vivantes que sont les hommes avec tous leurs besoins, toutes leurs passions et toutes leurs aspirations souvent contradictoires. Nous ne nous arrêterons pas ici à refaire la critique du système parlementaire et de tous les moyens imaginés pour avoir des députés qui représentent vraiment la volonté des électeurs ; depuis cinquante années que nous prêchons l'anarchie, cette critique est enfin acceptée et répétée même par les écrivains qui affectent le plus de mépris pour nos idées. (Voyez par exemple *La science politique* du sénateur Gaetano Mosca.)

Nous nous limiterons à inviter nos jeunes amis à user d'une plus grande précision de langage, convaincus que les phrases une fois clarifiées, ils en constateront eux-mêmes le vide.

« Gouvernement du peuple », non puisque ceci supposerait, ce qui ne se vérifie jamais, l'unanime volonté de tous les individus qui constituent le peuple.

On s'approchera davantage de la vérité en disant : « Gouvernement de la majorité du peuple » ce qui déjà ouvre la perspective d'une minorité qui devra ou se révolter, ou se soumettre à la volonté d'autrui.

Mais il n'arrive jamais que les délégués de la majorité soient tous du même avis sur toutes les questions ; il faut donc encore avoir recours à la majorité et nous serrerons encore d'un peu plus près la vérité en disant : « Gouvernement de la majorité des élus de la majorité des électeurs ». Cela commence à ressembler beaucoup à un gouvernement de minorité.

Si maintenant l'on considère la façon dont se font les élections, dont se forment les partis politiques et les groupes parlementaires, dont s'élaborent, se votent et s'appliquent les lois, on comprend facilement ce que prouve déjà l'expérience historique universelle : que même dans la plus démocratique des démocraties, c'est toujours une petite minorité qiu domine et impose par la force sa volonté et ses intérêts.

Donc, celui qui veut vraiment le « gouvernement du peuple » dans le sens de pouvoir donné à chacun de faire valoir sa volonté, ses idées, ses besoins, doit faire en sorte que ni majorité ni minorité ne puisse dominer, cela revient à dire que celui-là doit vouloir qu'au gouvernement, organisations coercitives, se substitue la libre organisation entre ceux qui ont les mêmes intérêts et les mêmes buts.

*

Et la chose serait des plus simples si chaque groupe ou chaque individu pouvait s'isoler, vivre de soi-même, à sa fantaisie, et, par soi-même, pourvoir, indépendamment des autres, à ses besoins matériels et moraux.

Mais cet état de choses n'est pas possible, et fût-il possible qu'il ne serait pas désirable parce qu'il signifierait le recul de l'humanité vers la barbarie et la sauvagerie.

Il faut donc que chacun, individu ou groupe, soit à la fois décidé à défendre sa propre autonomie, sa propre liberté et apte à comprendre les liens de solidarité qui unissent l'humanité tout entière ; il faut que le sens de la sympathie et de l'amour du prochain soient assez développés pour que l'on s'impose volontairement tous les sacrifices nécessaires à une vie sociale assurant à tous le maximum d'avantages possibles en toutes circonstances. Cependant, avant tout, il faut rendre impossible la domination de quelques-uns sur la masse par la force matérielle qui d'ailleurs est tirée de la masse même sur qui pèse la domination.

Abolissons le gendarme, c'est-à-dire l'homme armé au service du despote et d'une manière ou de l'autre on arrivera au libre accord, parce que sans accord, libre ou forcé, il est impossible de vivre.

Pourtant, même le libre accord se fera toujours au plus grand avantage de qui sera mieux préparé intellectuellement et techniquement ; c'est pourquoi nous recommandons à nos amis, à ceux qui veulent sincèrement le bien de tous, l'étude des plus urgents problèmes qui demanderont une solution pratique le jour même où le peuple aura secoué le joug qui l'opprime.

Errico MALATESTA.

Montjuich - La vision ultime

Nous venons de faire une nouvelle édition de ce tableau, qui a eu un si grand succès.

Le prix est de 70 cent. l'exemplaire pour la Suisse ; pour les pays étrangers, il sera établi suivant le change. Afin d'éviter de trop grands frais de port et d'emballage, il serait désirable que toute commande ne soit pas inférieure à dix exemplaires.

LA VIOLENCE.

Le problème de la violence est l'un des plus troublants, car, en effet, il n'y a pas de chose aussi odieuse en elle-même que la violence, et pourtant comment la repousser et la vaincre par une simple résistance passive ? Maurice Barrès, dans sa jeunesse, nous semble avoir très bien envisagé ce problème dans l'article suivant, exhumé par un journal parisien *Le Faubourg*.

Les violences nécessaires

Le Congrès corporatif de Nantes, après une séance très agitée, a voté le principe de la grève générale.

(Journaux du 21 septembre.)

Le 21 septembre 1792, la Convention décrétait la République.

Deux grands débats irritaient alors la France, qui aujourd'hui encore nous passionnent.

Une première querelle, c'était entre la Montagne et les Girondins, qui passaient pour vouloir transformer la République en une fédération analogue à celle des Etats-Unis. On les accusa de rêver des républiques de Marseille, de Bordeaux, du Calvados, de souhaiter le brisement de notre centralisation.

Problème qui attend toujours sa solution. La France s'épuise, se dessèche d'envoyer toute sa vie dans Paris qui se congestionne.

Une seconde inquiétude bien plus profonde encore, était sur la propriété. Danton monta à la tribune : « Adjurons, dit-il, toute exagération, déclarons que *toute propriété* territoriale et industrielle sera *éternellement maintenue.* »

Eternellement ! Alors Danton n'était qu'une façon d'Yves Guyot ? Non pas ! Mais après avoir rompu l'inviolabilité des propriétés, après avoir jeté bas les vieux murs du domaine féodal, il limitait son effort pour mieux en assurer le succès.

L'attitude des révolutionnaires d'alors était analogue à ce que feraient nos collectivistes si, ayant enlevé aux grands propriétaires, pour attribuer à l'Etat, le sol, les capitaux fixes et les capitaux circulants, ils déclaraient : « Et maintenant, respect absolu de la propriété dont le revenu ne dépasse pas deux mille francs. »

Les hommes de la fin du XVIIIe siècle avaient posé tous nos problemes, mais ils leur donnèrent des solutions extrêmement timides. Ces conventionnels étaient de petits bourgeois, médecins, avocats, professeurs, gens de lettres, marchands. Il n'y avait qu'un seul ouvrier de Reims, un cardeur de laine. En dépit d'un certain romantisme naissant qui annoblit leurs attitudes, ils étaient comme nous tous, hélas ! d'acharnés conservateurs.

Et pourtant, devant l'Histoire, ils feront tous figure d'hommes redoutables. C'est que les moindres rénovations nécessitent de terribles catastrophes.

Que nécessitera donc la complète transformation sociale dès aujourd'hui entrevue ?

Nul événement historique ne se passe de brutalité. Taine qui pense que l'évolution d'il y a cent ans aurait pu se faire pacifiquement se trompe. Que l'on rêve de mener l'humanité par des pentes douces, c'est un rêve qu'un esprit reconnaît illusoire, tout en le caressant.

Quelques-uns ayant un sentiment très vif de violences nécessaires, nous reprochent peut-être d'éviter les brutalités. Celles que nous évitons ne sont que les violences de la porte. C'est une question de vocabulaire, de tempérament, mais nul ne saurait se méprendre sur les réelles conditions des grandes transformations sociales.

Laissons chacun suivre son tempérament, user de ses ressources instinctives pour exposer la doctrine socialiste (qui d'ailleurs est moins une thèse qu'un constat historique). Une chose demeure certaine, c'est qu'il n'est au pouvoir de personne de ménager les moyens décisifs et qu'un jour ou l'autre, assez prochainement je crois, les événements se chargeront eux-mêmes d'organiser la tempête, de balayer la douceur et d'accumuler les brutalités.

Il serait peu raisonnable d'essayer d'imaginer la qualité, l'espèce des premières brutalités qui inaugureront la Révolution. Toutefois il semble bien que c'est un essai de grève générale qui occasionnera les premières violences significatives.

Maurice BARRÈS.

Almanach de la Question Sociale 1895.

Imprimerie, rue des Bains, 23.

Pages d'Histoire

LES HÉRÉSIES.

Les religions jouent dans l'histoire morale de l'humanité un singulier rôle !

Arrivée à un certain degré de développement intellectuel, l'humanité éprouve le besoin de les rejeter comme des faits non seulement inutiles, mais nuisibles ; elle élimine d'abord la religion de la politique, elle lutte contre la théocratie ; puis elle élimine l'idée religieuse elle-même du cercle de ses pensées, et, pour se mouvoir librement, écarte toutes les hypothèses non fondées sur l'observation, et, parmi elles, l'hypothèse d'un Dieu quelconque. L'observation des faits naturels conduit à l'idée de règle, de loi, de science ; or, toute religion repose sur l'existence d'un ou plusieurs dieux, dont la volonté arbitraire et toute puissante mène le monde en dehors de toute règle, de toute loi, de toute science ; s'il y a une volonté arbitraire, il n'y a pas de loi, dès lors pas de science ; s'il y a des lois, c'est-à-dire s'il y a une science, il n'y a pas de Dieu. Entre l'idée de science et l'idée de Dieu, il y a incompatibilité absolue.

Aujourd'hui, quoi qu'on fasse, c'est l'idée de science qui l'emporte : l'idée de Dieu est donc condamnée à disparaître, et avec elle, les religions.

Arrivé à ce point, et dégagé de cette chimère mythologique, l'homme peut se retourner, jeter un regard en arrière, apprécier impartialement le rôle des religions, comme il se demande à quoi ont pu lui servir tant de machines qu'il ne sait plus employer, et dont les modèles subsistent dans les musées et les conservatoires, en témoignage de son ignorance passée, de ses progrès actuels. Alors, chose bizarre ! considérées avec l'esprit de large tolérance philosophique, les religions apparaissent comme des progrès à un moment donné, comme des manifestations incomplètes et défectueuses, mais utiles cependant, de l'esprit de recherche ; comme des satisfactions données au besoin de savoir, de comprendre, d'expliquer l'origine des choses ; dès lors comme des produits respectables de la raison humaine. La raison, disons-nous ; mais la raison aidée, ou, si l'on veut, embarrassée, comme chez les enfants, par l'imagination et l'esprit poétique ; cependant, la raison.

Finalement, au point de vue philosophique, les religions sont comme ces hypothèses que les sciences admettent pendant quelque temps pour expliquer ou pour essayer d'expliquer des phénomènes dont la loi certaine échappe encore à l'investigation des savants : la théorie des deux électricités, par exemple. Avec cette différence toutefois que les hypothèses scientifiques ne se donnent pas comme des règles absolues, qu'elles ne cherchent pas à s'imposer, qu'elles avouent être des hypothèses et par conséquent ne trompent personne ; on s'en sert, si l'on ne peut trouver mieux ; on les écarte, si l'on croit avoir trouvé mieux. Les religions, au contraire, une fois établies, ne souffrent plus la discussion ; elles veulent qu'on les prenne pour choses sérieuses, indéniables, au delà desquelles rien n'est possible, et châtient impitoyablement quiconque essaye de les ramener à leur rôle utile, mais modeste, d'hypothèses provisoires. En un mot, et c'est là leur caractère essentiel, les religions manquent de bonne foi.

Etant admises, et l'équité philosophique veut qu'on admette ceci, étant admises les religions comme des instruments de recherche scientifique, imparfaits et faussés, mais utiles cependant dans un temps donné, avec quelle joie ne salue-t-on pas l'apparition dans l'histoire des hérésies, c'est-à-dire des doctrines divergentes, qui, issues de la donnée première, cherchent à la rectifier, à la préciser, à en démonlrer même la fausseté pour la remplacer par une autre moins incomplète ou plus vraisemblable !

Toute hérésie est à coup sûr un progrès, parce qu'elle est une manifestation courageuse de l'esprit humain, en quête de la vérité. Toute hérésie, au moins à son origine, implique la bonne foi, parce qu'elle se présente avec la prétention de corriger ce qui est défectueux dans la religion primitive et que, réclamant ce droit d'amendement, elle semble l'établir pour l'avenir et laisser la porte ouverte à tous les perfectionnements que des recherches plus approfondies, des études mieux dirigées pourront suggérer. Toute hérésie est un progrès, parce qu'elle est forcément, fatalement, quoi qu'elle veuille, un pas vers la liberté de conscience d'abord, vers la libre pensée ensuite. Toute hérésie est bonne, par cela seul qu'elle est une hérésie ; elle appelle l'intérêt, parce qu'elle a été persécutée.

* * *

Le christianisme, hérésie du judaïsme, n'avait pas tardé à voir éclore dans son sein des hérésies nombreuses, efforts d'esprits plus exigeants, plus droits, que ne satisfaisaient pas les décrets fondroyants de Moïse, même amendés par le doux Jésus. Parmi ces hérésies des premiers siècles, une des plus importantes et des plus activement persécutées est le manichéisme, auquel on s'accorde à rattacher les Albigeois du treizième siècle.

Le manichéisme se distinguait par l'opinion particulière qu'il professait sur l'origine du bien et du mal, du juste et de l'injuste, qu'il faisait dériver de deux principes, ou, plus exactement, de deux divinités différentes. C'est du moins ce qu'affirment les écrits des pères de l'Eglise ; car « on a trouvé bon, dit Bayle, d'exterminer tous les livres des manichéens, d'où il résulte ce petit inconvénient que nous ne pouvons être assurés de leur doctrine comme nous pourrions l'être... » ; et ce sont les docteurs chrétiens qui nous font connaître cette doctrine fameuse, qu'ils prétendent avoir réfutée, en même temps qu'ils faisaient, pour plus de sûreté, brûler ses sectateurs avec leurs livres.

Ce qui avait préoccupé Manès et ses adeptes, c'était donc cette grosse question de l'origine du bien et du mal, c'était le besoin de répondre à cette objection, que Voltaire appelait « le rocher inébranlable des athées », et qui se peut formuler ainsi : « Si Dieu existe, il est toute puissance et toute bonté. Pourquoi donc laisse-t il subsister le mal ? S'il veut le détruire et ne le peut pas, il est impuissant ; s'il le peut et il ne le veut pas, il est méchant. Il lui manque donc ou la toute puissance, ou la toute bonté ; c'est-à-dire qu'il n'existe pas. » Objection « inébranlable » en effet, qui n'a jamais reçu et ne recevra jamais de solution.

Ce n'est pas faute d'efforts, cependant, car de tout temps, en tout pays, l'impossibilité de concilier l'existence du mal avec celle de Dieu puissant et bon, a exercé l'imagination des théologiens et des hommes pieux. Les cosmogonies de l'antique Orient avaient admis, pour se tirer d'affaire, sous des noms divers, la coexistence de deux principes rivaux, ennemis, inconciliables, en lutte perpétuelle, le principe du bien et du mal : c'est cette idée qu'avaient adoptée les manichéens, et qui avait attiré sur eux les foudres ecclésiastiques et les fureurs du bras séculier. Pourquoi ? Il semble d'abord que la doctrine hérétique n'ait pas la moindre importance : au moyen de la croyance des manichéens, renouvelée de celles des anciens Perses, des Indous, des Egyptiens, la question, loin d'être résolue, est à peine déplacée. — Il y a, dites-vous, deux dieux, l'un bon, l'autre mauvais. Mais pourquoi le bon ne détruit-il pas le mauvais ? S'il le veut et ne le peut pas, il manque de puissance ; s'il le peut et ne le veut pas, il manque de bonté. D'une ou d'autre façon, il n'est pas tel qu'on l'enseigne, tout puissant et tout bon : ou plutôt il n'existe pas. Deux dieux ne se conçoivent pas mieux qu'un seul. — La doctrine manichéenne laissait donc la situation intacte.

D'ailleurs le christianisme lui-même n'est pas bien loin d'admettre l'existence du diable luttant contre Dieu ; et plus d'un pape, foudroyant de ses anathèmes les entreprises révolutionnaires, ne s'est pas gêné pour parler « des inspirations de l'esprit malin », pour annoncer que de nouveau « le démon serait terrassé par l'archange », etc., etc.

En somme, la différence qui pouvait exister à ce point de vue entre le christianisme et le manichéisme ne méritait guère la persécution.

* * *

Il y avait une autre différence, et celle-là plus grave, bien que peu apparente.

La religion mosaïque et, après elle, le catholicisme, repoussant, officiellement du moins, l'hypothèse de deux principes, expliquent l'origine du mal par la désobéissance. C'est la désobéissance qui est le mal moral ; le mal physique en est la conséquence et la punition. C'est à cause du péché originel que nous souffrons et pour expier le péché originel.

Qu'est-ce que le péché originel ?

C'est la désobéissance à un ordre de Dieu ; la désobéissance en elle-même ; la désobéissance non pas à un ordre sensé et juste, mais à un ordre quelconque. L'action supposée commise par le premier homme est parfaitement indifférente ; elle consiste, comme chacun sait, à cueillir un fruit sur un arbre : cela n'a rien de bien criminel en soi. Ce qui est criminel, c'est le mépris de l'ordre de Dieu, c'est la désobéissance pure et simple, abstraction faite de toute circonstance de moralité ou d'immoralité dans l'acte même.

La Bible et le récit de la chute de l'homme veulent dire ceci : « Le mal, c'est la désobéissance ; le bien, c'est la soumission. Il n'y a ni bien, ni mal, tant qu'il n'y a pas d'ordre reçu ; il n'y a ni raison, ni justice, ni morale, ni loi en dehors du commandement. La raison, c'est l'ordre supérieur. La justice, c'est l'ordre supérieur. La morale, c'est l'ordre supérieur. La loi, c'est l'ordre supérieur. Obéis, et tu feras le bien ; désobéis, tu commettras le mal, et tu seras châtié. »

Voilà la vraie doctrine chrétienne, la doctrine servile par excellence ! L'autorité, le respect de l'autorité, quoi qu'elle dise et quoi qu'elle fasse, voilà le bien d'après l'enseignement catholique.

Les manichéens n'admettent point la formule biblique, et surtout en repoussent énergiquement le sens profondément dépravateur. Pour eux, le bien, la justice, la vérité, existent par eux-mêmes, et loin d'être dominés par le respect de l'autorité, c'est le bien, c'est la justice, c'est la vérité qui donnent à l'autorité toute sa légitimité. L'ordre peut être contraire au bien ; le bien alors sera de désobéir et de résister. L'autorité n'est rien par elle-même ; elle ne vaut que par la justice et la vérité des ordres qu'elle donne. Avant d'obéir, le devoir est d'examiner, de juger. Et qui sera juge, qui examinera ? La conscience individuelle.

Obéis, comme un cadavre, disent les catholiques.

Obéis, lorsque la conscience te dis d'obéir, disent les manichéens.

* * *

Est il besoin d'insister plus longuement pour faire apprécier l'importance politique et sociale du dogme de l'hérésie manichéenne ? Le bien et le mal existant en dehors de toute loi, contre toute loi ; deux principes entre lesquels l'homme doit choisir ; le choix remis à l'homme, c'est-à-dire l'homme, chaque homme, appelé à examiner, à apprécier ; la conscience faisant fonction de législateur, et s'élevant, ferme et calme, contre l'ordre qui lui paraît injuste ; n'y a-t-il pas là toute une révolution ?

Une pareille doctrine, qui fait juger le maître par le sujet, et qui donne au sujet le droit de désobéir au maître, ne mérite-t-elle pas l'exécration des despotes ?

Et Justinien n'avait-il pas raison de porter contre ceux qui la soutenaient cette brève, mais energique, sentence : « *Manicheo in loco romano deprehenso, caput amputari.* Quand un manichéen sera saisi sur le sol romain, qu'on lui coupe la tête ! » Et comme on comprend bien l'acharnement de sa noble épouse, la glorieuse Théodora, faisant tomber plus de cent mille têtes pour délivrer le monde de cette secte odieuse !

Yves Guyot et Sigismond Lacroix.

(Histoire des Prolétaires, pp. 470-72.)

L'immoralité de nos maîtres

La fin justifie les moyens.

C'est la devise des jésuites... de tous ceux qui veulent asseoir leur pouvoir, leur domination.

Proposez-vous une fin, c'est-à-dire un but, — et allez à ce but par tous les moyens. Ne reculez ni devant le mensonge ni devant le crime. Qu'aucun scrupule ne vous arrête !

Hommes d'Eglise, hommes d'Etat, tous les moyens leur sont bons pour nous écraser.

Voilà pourquoi nous nous révoltons.

Diviser pour régner.

De là les frontières.

On parle toujours de « la société ». Or, nous ne sommes nullement organisés en société, — ce qui eût infiniment réduit l'injustice sur la terre, — mais en *sociétés* (au pluriel), c'est-à-dire en agglomérations de forces dont chacune est une machine admirable pour porter la violence chez l'agglomération voisine. Une de ces agglomération attaque injustement un autre groupe humain ; celui-ci repousse l'injustice par la force ; s'il succombe, l'injustice est accomplie ; s'il triomphe, il devient assez puissant pour avoir la force et le désir d'être oppresseur à son tour, et l'injustice s'accomplira.

Voilà l'iniquité internationale.

Par la guerre qui attaque, par la guerre qui défend, par le meurtre qui attaque, par le meurtre qui venge, par l'iniquité appelant la violence, par la violence se transformant en iniquité, peuple contre peuple, l'humanité s'est merveilleusement organisée pour l'injustice.

Voilà pourquoi nous ne sommes pas patriotes.

Que la volonté de Dieu soit faite !

C'est là ce qu'on nous prêche. Mais qu'on nous montre un des prêcheurs — un seul — qui se courbe devant cette volonté, qui se résigne de son premier à son dernier jour.

Dans une société chrétienne, soumise à la « volonté de Dieu », il faudrait supprimer les paratonnerres, comme empêchant la réalisation de la volonté providentielle. Ce serait stupide !

Voilà pourquoi nous ne nous laissons prêcher ni la résignation ni l'humilité.

La force prime le droit.

Elle est belle notre civilisation ! Le triomphe y appartient au plus puissant. La force mesure le droit ou plutôt il n'y a pas de droit ; il n'y a que des compromis ou des conflits entre des forces. De sorte que *le droit se ramène à l'organisation de la vengeance.*

Voilà pourquoi nous crions vengeance !

Louis AVENNIER.